

L'avenir des Journées du CNGOF

Future of CNGOF meetings



Pr Israël Nisand

Service de gynécologie-obstétrique,
CHU de Strasbourg;
président du Collège national
des gynécologues et obstétriciens français.

Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF) et toutes les sociétés savantes de gynécologie et d'obstétrique ont connu une fort belle édition des Journées annuelles à Montpellier, une sorte de point d'orgue de la présidence de Bernard Hédon qui, hasard du calendrier, se déroulaient dans sa ville, pour couronner son brillant mandat à la tête du CNGOF. Rendez-vous scientifiques, opportunités de rencontres, mises au point attendues surtout concernant les recommandations pour la pratique clinique, enseignements et mises à jour de haut niveau à travers des ateliers, toute cette activité scientifique et pédagogique s'est déroulée dans une ambiance aussi conviviale qu'agréable.

L'enjeu de ces journées, c'est que chacun y trouve son compte, quel que soit son mode d'exercice, hospitalier ou libéral, généraliste de la discipline ou orienté de façon plus spécialisée, praticien aux compétences médicales ou chirurgicales. La programmation sous la houlette des deux secrétaires généraux, Philippe Deruelle pour l'obstétrique et Olivier Graesslin pour la gynécologie, est donc une opération sensible et délicate dont ils s'acquittent tous deux avec excellence. La preuve ? Certaines salles étaient si pleines qu'on peinait à pouvoir s'y installer. Les ateliers débordaient et les réunions parallèles se sont multipliées, y compris avec les associations de patients, encore une nouveauté.

À quelque chose, malheur fut bon. Le CNIT était devenu trop exigü pour nos journées, comme l'était auparavant l'École de chimie. Il ne rouvrira pas en tant que centre de congrès. Les palais des congrès de province nous ont donc permis de prendre nos aises. Mais le projet de revenir à Paris tient toujours pour 2020 et, même s'il est encore trop tôt pour faire des annonces, nous sommes sur une piste fort intéressante qui nous permettra probablement de faire encore mieux dans un confort accru mais à Paris, plus facile d'accès pour tous, y compris pour nos collègues de la francophonie.

Nous sommes entrés imperceptiblement dans une zone de turbulences pour toute la médecine, donc pour notre spécialité aussi située entre le marteau du "gynéco *bashing*" médiatique et l'enclume d'autres professions préoccupées essentiellement par leur zone de chalandise. Nous aurons à nous défendre de manière unie car de nombreuses régressions possibles se profilent à l'horizon pour la santé des femmes. "Mauvaise météo pour les femmes" pourrait-on dire actuellement. Après le déremboursement des contraceptions les plus chères au prétexte qu'elles étaient dangereuses pour pouvoir offrir la gratuité de l'IVG, voici venu le temps du chantage sur la conservation ovocytaire de convenance (il faut donner les 5 premiers ovules à une autre femme) ou encore la menace de disparition de certains dispositifs implantables à proportion du bruit médiatique sans se préoccuper de ce que la disparition de ces dispositifs pourrait signifier pour les autres patientes. La raison est désormais étrillée par les logiques télévisuelles. Les preuves scientifiques ne sont plus de mise puisqu'elles sont amenées par des médecins qui, c'est bien connu, mangent dans la main des labos au point de ne plus voir l'intérêt de leurs patientes. Il suffit de

faire témoigner une gamine au 20 heures qui est fatiguée depuis qu'elle a été vaccinée contre le HPV pour que toute la pharmacovigilance mondiale soit contredite plus efficacement encore que ne le ferait un article dans *Nature*. Il suffit d'expliquer sur Internet que le dépistage organisé du cancer du sein ne diminue pas suffisamment la mortalité pour que les femmes abusées par ces contrevérités baissent leur garde, puisque ce sont les médecins eux-mêmes qui le disent. Leur qualité de vie si différente après un dépistage ne fait même plus l'objet du débat. Bref, on les trompe. Et nous nous devons de réagir car nous sommes comptables de la santé de nos patientes et il nous incombe de fait de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la promouvoir et l'améliorer, même s'il faut pour cela utiliser à contrecœur les canaux actuels de l'information, les médias et les réseaux sociaux, où les arguments scientifiques pèsent si peu.

Avoir une société savante nationale forte et crédible pour défendre la qualité des soins prodigués aux femmes dans tous les domaines de notre discipline, voilà un enjeu de taille alors que nous avons pris l'habitude, contrairement à d'autres disciplines, de nous éparpiller en une multitude de groupes scientifiques au gré de nos intérêts respectifs. Une facilité de plus pour des tutelles plus préoccupées d'économies que de qualité des soins que de pouvoir s'insinuer sans effort entre les Horaces et les Curiaces que nous sommes devenus et n'écouter de fait ni les uns ni les autres. Nous venons de passer 5 années sans qu'aucun d'entre nous ne soit même consulté sur les sujets qui touchent pourtant à la gynécologie et à l'obstétrique. On peut garder ces subdivisions à condition que nous disposions d'un organe fédératif qui s'exprime publiquement au nom de tous les médecins qui sont en charge de la santé des femmes au sens large et fasse connaître largement son désaccord quand une disposition s'avère clairement néfaste.

C'est la principale mission du CNGOF auprès des pouvoirs publics mais aussi auprès du grand public et des jeunes en formation. L'unité de notre profession est une valeur essentielle et nous la partageons tous profondément. Au fil des années, les Journées du CNGOF, qui pourraient se transformer à l'avenir en Journées de la santé des femmes et des couples, continueront d'incarner, de susciter et de donner tout son sens à ce qui est définitivement notre mission commune.

Le Pr I. Nisand n'a pas précisé ses éventuels liens d'intérêts.

AVIS AUX LECTEURS

Les revues Edimark sont publiées en toute indépendance et sous l'unique et entière responsabilité du directeur de la publication et du rédacteur en chef.

Le comité de rédaction est composé d'une dizaine de praticiens (chercheurs, hospitaliers, universitaires et libéraux), installés partout en France, qui représentent, dans leur diversité (lieu et mode d'exercice, domaine de prédilection, âge, etc.), la pluralité de la discipline. L'équipe se réunit 2 ou 3 fois par an pour débattre des sujets et des auteurs à publier.

La qualité des textes est garantie par la sollicitation systématique d'une relecture scientifique en double aveugle, l'implication d'un service de rédaction/révision in situ et la validation des épreuves par les auteurs et les rédacteurs en chef.

Notre publication répond aux critères d'exigence de la presse :

- accréditation par la CPPAP (Commission paritaire des publications et agences de presse) réservée aux revues sur abonnements,
- adhésion au SPEPS (Syndicat de la presse et de l'édition des professions de santé),
- indexation dans la base de données internationale ICMJE (International Committee of Medical Journal Editors), partenariat avec le GRIQ (Groupe de recherche et d'information sur les ostéoporoses)
- déclaration publique de liens d'intérêts demandée à nos auteurs,
- identification claire et transparente des espaces publicitaires et des publi-rédactionnels en marge des articles scientifiques.